

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°640 – 31 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur le Rapport sur l'investissement dans le monde 2026 de la CNUCED

En 2025, les IDE ont progressé au niveau mondial, mais diminué en Afrique

Le 7 juillet 2026, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) [a publié](#) le Rapport sur l'investissement dans le monde 2026. Intitulé "L'investissement international dans une époque turbulente", le rapport indique que l'investissement mondial augmente, mais cette augmentation est de plus en plus concentrée sur un nombre restreint d'économies et dans des secteurs à forte intensité capitaliste et technologique. Concernant les pays en développement, leur principal défi est d'accroître l'impact de l'investissement sur le développement.

Les flux mondiaux d'IDE sont situés à 1 624,3 Md USD en 2025, en hausse de 6 % par rapport à 2024, tirés par les flux vers les économies développées, concentrés sur les secteurs à forte intensité technologique, notamment les data centers et les semi-conducteurs, ainsi que vers les hydrocarbures. Les entrées d'IDE en Afrique s'élèvent à 69,5 Md USD, en baisse par rapport au niveau exceptionnel de 2024 (92,3 Md USD), mais à son 3^{ème} niveau le plus élevé depuis 2000.

L'Afrique de l'ouest a enregistré une forte progression d'IDE en 2025, tirée essentiellement par la Guinée

L'Afrique de l'Ouest a affiché une hausse de 44,2 % des entrées d'IDE, avec 19,6 Md USD en 2025, soutenue principalement par les investissements dans les ressources naturelles et l'énergie. La sous-région se classe ainsi à la 2^{ème} place, derrière l'Afrique du Nord (22,4 Md USD), et affiche la plus forte progression du continent. En particulier, on note un fort dynamisme des flux entrants d'IDE en Guinée en 2025 qui ont été multipliés par 5 par rapport à l'année précédente, en lien avec le projet minier Simandou. Avec 7,8 Md USD, le pays devient ainsi le 1^{er} récipiendaire d'IDE en Afrique de l'Ouest, devant le Nigéria (4 Md USD), la Côte d'Ivoire (2 Md EUR) et le Ghana (1,9 Md EUR), mais aussi le 2^e au niveau du continent.

Concernant les sorties d'IDE, celles en provenance d'Afrique ont diminué de 36,5 % pour atteindre 1,7 Md USD. L'Afrique de l'Ouest affiche une tendance contraire, avec des sorties d'IDE en hausse de 84,7 %, s'établissant à 2 Md USD. Au niveau des stocks, avec 1 454,6 Md USD, l'Afrique renferme 2,5 % des stocks d'IDE dans le monde en 2025. Dans la sous-région ouest-africaine, les stocks s'établissent à 264,6 Md USD, majoritairement détenus par le Nigéria (35,1 %), le Ghana (19,2 %) et le Sénégal (9,4 %).

Le chiffre à retenir

7,8 Md USD

Le montant des flux d'IDE reçus par la Guinée en 2025, soit plus de 5 fois le montant reçu en 2024



Flux et stocks d'IDE en Afrique de l'Ouest (en M USD)

Pays / Zone	Flux - Entrées		Flux - Sorties		Stocks - Entrées	
	2024	2025	2024	2025	2024	2025
Afrique de l'Ouest	13 610	19 619	1 103	2 037	231 731	264 641
Bénin	396	482	14	53	3 878	4 888
Burkina Faso	-202	312	57	30	3 212	3 958
Cap-Vert	64	153	21	24	2 561	3 043
Côte d'Ivoire	1 477	2 026	269	362	17 141	21 498
Gambie	232	267	-0,7	-0,9	1 609	1 876
Ghana	1 766	1 908	5	39	49 008	50 917
Guinée	1 402	7 763	-	1,4	8 041	15 804
Guinée-Bissau	27	34	0,4	0,7	362	445
Libéria	472	500	75	86	9 455	9 955
Mali	921	844	78	58	8 126	10 070
Mauritanie	1 441	634	0,1	0,1	7 606	8 224
Niger	358	257	21	7	9 733	11 277
Nigéria	1 614	4 005	408	1 186	86 164	92 892
Sénégal	3 319	37	81	0,6	20 631	24 971
Sierra Leone	122	177	-	-	2 582	2 760
Togo	202	221	75	189	1 620	2 063
Afrique de l'Ouest	13 610	19 619	1 103	2 037	231 731	264 641
Afrique	94 294	69 506	2 751	1 746	1 118 333	1 454 677
Monde	1 531 691	1 624 259	1 651 395	1 863 570	50 525 882	57 834 319

Source : Rapport sur l'investissement mondial 2026 (CnuCED)

Régional

La BOAD réalise sa première émission d'obligations Samouraï durables pour un montant de 136,4 M EUR

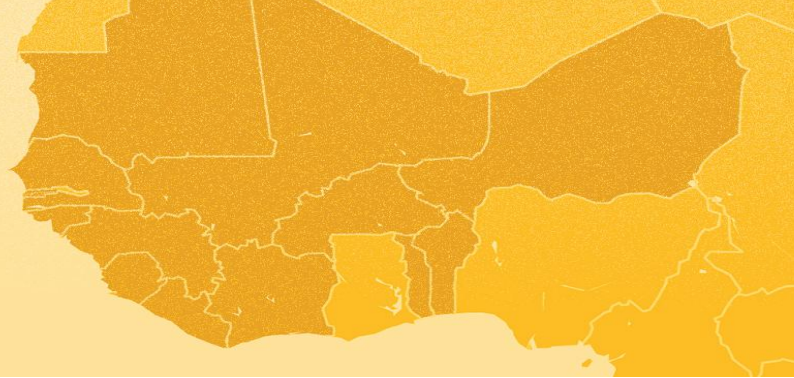
Le 28 juillet 2026, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a annoncé avoir réalisé avec succès sa première émission d'obligations Samouraï durables pour un montant total de 25 Md JPY (136,4 M EUR), composé d'une tranche de 21,7 Md JPY (118,4 M EUR) d'obligations à trois ans et d'une tranche de 3,3 Md JPY (18 M EUR) d'obligations à cinq ans, avec des rendements à 3,72 % à 4,29 % respectivement. Cette émission, qui a reçu la

notation "A" de la Japanese Credit Rating Agency (JCR) et "Baa1" de Moody's, a été réalisée sans garantie. Pour information, il s'agit de la première émission publique d'obligations Samouraï durables réalisée par une banque multilatérale de développement.

Bénin

La BAfD appelle à un pilotage plus efficace des financements

Le 28 juillet 2026, la Banque africaine de développement (BAfD) a publié le Rapport pays 2026 pour le Bénin. Elle prévoit une croissance économique de 7,0 % en 2026 et 7,1 % en 2027,



après un sommet historique de 8,1 % en 2025. Portée par la Zone économique de Glo-Djibé et la modernisation du Port de Cotonou, cette dynamique reste toutefois vulnérable, notamment en cas de tensions géopolitiques prolongées. La BAfD alerte sur la nécessité d'améliorer l'efficacité des investissements publics, estimée à seulement 56 %, et de privilégier des financements de qualité pour préserver la soutenabilité de la dette. Pour illustrer cette orientation, la BAfD a approuvé une garantie partielle de crédit de 200 M USD ayant permis de mobiliser 404 M USD en faveur de projets durables et productifs.

Burkina Faso

La Caisse des dépôts et d'investissements a enregistré un résultat net de 33,7 M EUR en 2025

Le 23 juillet 2026, le Conseil des Ministres du Burkina Faso [a adopté](#) le rapport relatif à l'approbation des états financiers et du rapport de gestion de la Caisse des dépôts et d'investissements du Burkina Faso (CDI-BF) au 31 décembre 2025. Selon ce rapport, le capital libéré est passé de 21,7 Md FCFA (33,1 M EUR) en 2024 à 27,4 Md FCFA (41,8 M EUR) en 2025, grâce à un apport de l'Etat. Pour rappel, le capital cible de l'institution est 50 Md FCFA (76,2 M EUR). Les ressources issues des cautions et consignations ont atteint 22,1 Md FCFA (33,7 M EUR) en 2025, soit une progression de 27 % par rapport à 2024. Enfin, le résultat net est bénéficiaire, à hauteur de 844,3 Md FCFA (1,3 Md EUR), contre 916,4 Md FCFA (1,4 M EUR) l'année précédente. Pour rappel, la CDI-BF [a été créée](#) en octobre 2023, en vue entre autres de participer au financement des projets d'investissement structurants de l'État burkinabè.

Cap-Vert

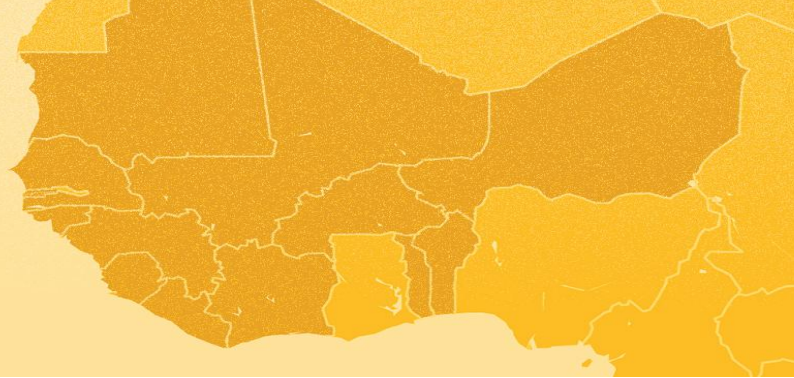
Première mission du FMI auprès du nouveau gouvernement Carvalho

Le 24 juillet 2026, le FMI [a achevé](#) sa mission de prise de contact avec le nouveau gouvernement cap-verdien. Les discussions ont porté sur les perspectives économiques du pays, marquées par une croissance modérée attendue en 2026, portée par le tourisme et l'investissement public, dans un contexte de niveau élevé de la dette publique appelant à une gestion budgétaire prudente, et d'exposition à des chocs externes et climatiques. Selon le communiqué, les autorités ont réaffirmé leur volonté de renforcer la résilience de l'économie face à ces risques tout en poursuivant les réformes structurelles. Le FMI a salué leur engagement à préserver la stabilité macroéconomique et la soutenabilité des finances publiques, tout en mettant en œuvre des politiques favorisant une croissance plus inclusive, la création d'emplois et l'amélioration du niveau de vie.

Côte d'Ivoire

Signature d'un accord de 18,3 M EUR avec l'Unicef pour lutter contre la malnutrition des enfants

Le 30 juillet 2026, le Conseil national pour la nutrition (Conanut) et L'Unicef [ont signé](#) un nouveau Plan de travail biennal (PTB) nutrition 2026-2027. Doté d'une enveloppe de 12 Md FCFA (18,3 M EUR) et soutenu par le Fonds pour la nutrition de l'enfant, le PTB se décline selon 4 axes clés : (i) des mesures ciblant les 1 000 premiers jours de l'enfant, notamment le renforcement de la nutrition maternelle, la promotion exclusive de l'allaitement et la lutte contre les carences ; (ii) le passage à l'échelle du programme Foyers de renforcement des activités de nutrition et de développement de



la petite enfance au niveau communautaire (Franc-DPE) ; (iii) un soutien à l'initiative First Foods Africa, qui vise à stimuler la production locale d'aliments sains et abordables pour jeunes enfants et (iv) des mesures de modernisation et de digitalisation du secteur. La mission du PTB s'inscrit dans les priorités [du Plan national de développement 2026-2030](#) qui entend améliorer l'accès à une alimentation saine et équilibrée, en particulier pour les enfants et les ménages vulnérables.

Inauguration à Yamoussoukro d'un bac de 20 000 m³ de gasoil et d'un poste de chargement en source

Le 24 juillet 2026, le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie [a inauguré](#) à Yamoussoukro (au centre du pays) un bac de 20 000 m³ de gasoil ainsi que le premier poste de chargement en source de la Société de gestion des stocks pétroliers de Côte d'Ivoire (Gestoci). Trois ans après l'inauguration du bac dédié au super sans plomb, les capacités de stockage du dépôt de Yamoussoukro atteignent désormais 100 700 m³. Le potentiel de chargement à Abidjan et à Yamoussoukro s'élève quant à lui à 650 camions par jour, avec un objectif de 1 800 camions par jour à l'horizon 2030. Ces nouvelles installations s'inscrivent dans la feuille de route 2025-2030 de la GESTOCI, appuyée par le Plan national de développement 2026-2030. Les projets à venir comprennent la construction d'un nouveau bac de super sans plomb au dépôt d'Abidjan (40 000 m³), la réhabilitation du dépôt de Bouaké (48 000 m³), la construction de nouveaux dépôts à San Pédro et Odienné (40 000 m³ chacun), ainsi que la construction d'une deuxième raffinerie d'ici 2040.

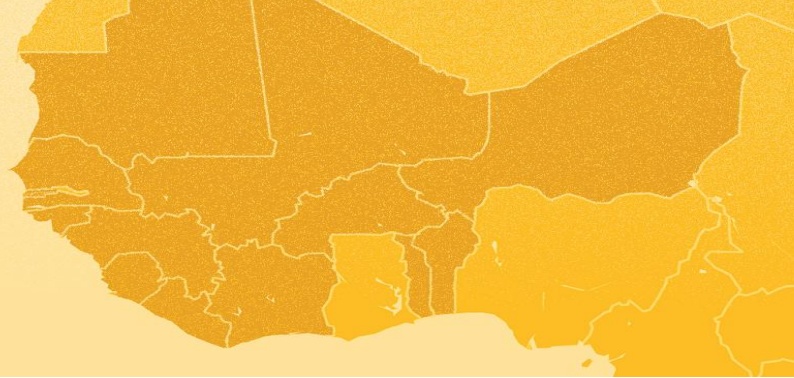
Début de la construction de l'unité de transformation de cacao Cadesa à San Pédro

La première pierre de la future unité de transformation de cacao de la Coopérative Cadesa a été [posée](#) le 23 juillet 2026 à San Pédro, dans le cadre de la "Journée des Pays-Bas à San Pédro", en présence d'un représentant du ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat. Les travaux devraient durer 24 mois et l'usine aura une capacité de transformation de 15 000 tonnes de fèves de cacao par an, extensible à 30 000 tonnes, et permettra la production de tourteau, masse, poudre et beurre de cacao. L'usine devrait générer 110 emplois directs et plus de 250 emplois indirects, et sera approvisionnée à 100 % par la coopérative Cadesa, qui regroupe 5 000 producteurs, dont 600 femmes. Dénommé CocoaTech d'Ivoire, ce projet représente un investissement d'environ 15 M EUR et bénéficie du soutien du programme Orange Cocoa Pro du Royaume des Pays-Bas.

Guinée

La Banque centrale lance NimbaPay pour moderniser les paiements

Le 27 juillet 2026, la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) [a lancé](#) NimbaPay, la nouvelle plateforme nationale de paiement instantané et interopérable, opérée par la Guinéenne de Monétique. Accessible 24h/24 et 7j/7, le dispositif permettra les transferts de fonds en temps réel entre banques, établissements de monnaie électronique et autres acteurs financiers. Cette infrastructure vise à renforcer l'inclusion financière, réduire l'utilisation des espèces, améliorer l'efficacité des transactions et soutenir la digitalisation de l'économie. À terme, le système devrait également faciliter



l'intégration des paiements guinéens avec les initiatives régionales et panafricaines.

Le Gouvernement fait de la transformation locale un axe prioritaire

A l'occasion de sa prise de fonction le 29 juillet 2026, le nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce, Aboubacar Kourouma, a placé l'industrialisation et la transformation locale des matières premières au cœur de la stratégie gouvernementale. Sous le slogan "[Produire, transformer et consommer guinéen](#)", il a annoncé une politique visant à renforcer le tissu industriel national, améliorer la compétitivité des entreprises locales et accroître la valeur ajoutée créée sur le territoire. Cette orientation s'inscrit dans une logique de diversification de l'économie, traditionnellement dépendante des exportations de matières premières brutes, avec l'objectif affiché de stimuler l'emploi industriel et de favoriser l'émergence d'une production locale plus compétitive.

Libéria

Accord au niveau des services du FMI sur la 4^e revue FEC et sur la 1^e revue FRD

Le 28 juillet 2026, les services du FMI [ont annoncé](#) la conclusion d'un accord avec les autorités libériennes portant sur la 4^e revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et la 1^e revue de l'accord au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). Leur approbation par le Conseil d'administration est attendue en septembre 2026 et permettrait un décaissement de 19,3 M DTS (26,1 M USD) au titre de la FEC et un décaissement de 17,6 M DTS (23,9 M USD) au titre de la FRD, soit un décaissement total de 50 M USD. La croissance du PIB réel est projetée à 5,5 % en 2026 et à 5,1 % en 2027. L'inflation a été contenue à 4,5 % au premier semestre 2026, mais devrait augmenter à 6 % à court terme. Après une légère appréciation en 2025, le dollar

libérien est resté globalement stable en 2026. La situation budgétaire devrait s'améliorer, soutenu par une bonne mobilisation des recettes et la discipline budgétaire.

Mali

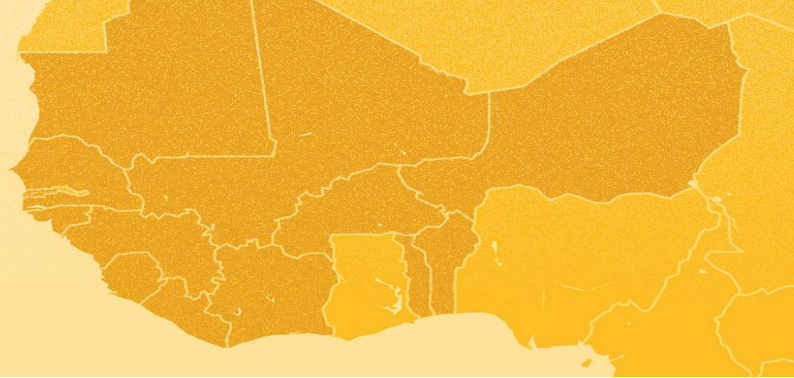
Adoption des projets de texte relatifs à la création de la Société des textiles du Mali

Le 29 juillet 2026, le gouvernement malien [a adopté](#) les projets de texte relatifs à la création de la Société des textiles du Mali (STM) et de ses statuts. Avec à son actif une usine de transformation de la fibre de coton d'une capacité annuelle de 40 000 tonnes, cette société aura entre autres pour objet : (i) la filature, le tissage et l'ennoblissement des fibres et tissus de coton ; (ii) la confection et la commercialisation d'articles textiles et d'habillement et (iii) la formation, la recherche et l'innovation dans le domaine des textiles. Selon les autorités, la production annuelle de coton est d'environ 656 000 tonnes, dont 98 % exportées à l'état brut.

Mauritanie

Le projet gazier GTA rapporterait 1,3 M USD par cargaison de gaz

La Mauritanie [percevrait](#) environ 1,3 M USD pour chaque cargaison de gaz exportée depuis le gisement Grand Tortue Ahmeyim (GTA), selon les propos du Président mauritanien, rapportés par plusieurs médias. Depuis le début des exportations en 2025, 19 cargaisons auraient été expédiées, avec un rythme d'exportation en accélération en 2026. La participation de la Mauritanie dans le projet s'élève à 7 %, contre 10 % pour le Sénégal. Cette participation, portée par la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH), a été financée par un prêt de 300 M USD accordé par



BP, dont le remboursement est actuellement assuré par les recettes générées par le projet. Pour rappel, ce gisement de gaz naturel [est développé](#) par un consortium composé de BP, de Kosmos Energy, de la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) et de la société sénégalaise Petrosen. La première phase du projet représente une capacité de production d'environ 2,3 M de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an.

Niger

La capacité électrique installée du pays s'élève à 420 MW

Le 22 juillet 2026, dans une communication faite devant le Conseil consultatif de la refondation, organe législatif de transition, la ministre de l'Energie [a indiqué](#) que le Niger dispose d'une capacité totale installée de 420 MW d'électricité, dont 377 MW d'origine thermique et 43 MW de source solaire. Toutefois, la puissance disponible est de 294 MW. Pour satisfaire la demande nationale, le pays continue d'importer de l'électricité. En particulier, la "zone fleuve" (Dosso, Niamey et Tillabéry), qui est la plus énergivore du pays avec 70 % de la consommation nationale, est alimentée à hauteur de 224,4 MW par la production domestique, à laquelle s'ajoute 100 MW d'importation.

Sénégal

10 M EUR de l'AFD et de l'UE pour les études préliminaires des travaux d'extension du TER vers Thiès

Le 24 juillet 2026, l'Etat du Sénégal, l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE) [ont signé](#) un mémorandum d'entente portant sur un financement de 10 M EUR, dédié aux études techniques, économiques, sociales et environnementales

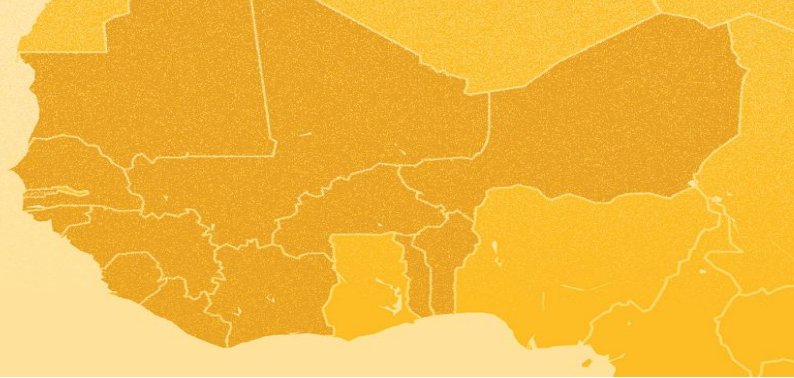
préalables à l'extension du Train express régional (TER) jusqu'à Thiès, à 70 km de Dakar. La cérémonie a été présidée par le ministre des Transports terrestres et aériens, en présence du directeur de l'AFD au Sénégal et de l'ambassadrice de France au Sénégal. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Agenda national de Transformation Sénégal 2050, qui identifie le ferroviaire comme un levier structurant de développement territorial.

Gauff Engineering signe un contrat de 120 M EUR pour la 2^e phase du projet d'électrification rurale avec l'Aser

Le 27 juillet 2026, l'Agence sénégalaise d'électrification rurale (Aser) et la société allemande Gauff Engineering [ont signé](#) un contrat commercial de 120 M EUR pour la 2^e phase du projet Aser-Gauff. Cette signature fait suite à la visite du Président sénégalais en Allemagne en juin 2026. Cette phase vise le raccordement de 753 localités et l'installation de 183 mini-centrales solaires, avec 5 % du financement consacrés aux activités génératrices de revenus. La première phase [avait dépassé](#) ses objectifs avec 410 sites électrifiés sur un objectif de 300, et 16 393 foyers raccordés.

Port de Ndayane : DP World achève le dragage avec 13 mois d'avance et accélère la construction des quais

Dans un communiqué publié le 27 juillet 2026, DP World [a annoncé](#) l'achèvement des principaux travaux de dragage du futur port en eau profonde de Ndayane, réalisés avec 13 mois d'avance sur le calendrier initial. Les travaux ont consisté à draguer un chenal de navigation de 5 km, un bassin d'évitage et une zone d'accostage capable d'accueillir les plus grands porte-conteneurs. Cette avance permet d'engager plus tôt la construction des quais et ouvrages maritimes, confortant l'objectif de mise en service en 2028. La première phase de développement du port de Ndayane [apportera](#)



une capacité additionnelle de 1,2 M EVP (équivalents vingt pieds) par an, visant à pallier les limites du port de Dakar, dont le trafic conteneurisé est passé de 265 000 EVP en 2008 à 850 000 EVP en 2023.

Togo

ASKY renforce sa flotte et consolide Lomé comme son hub

Le 21 juillet 2026, la compagnie aérienne panafricaine Asky, basée au Togo, [a réceptionné](#) deux nouveaux Boeing 737 MAX 8 à l'aéroport international de Lomé, portant sa flotte globale à 17 appareils. Cet investissement s'inscrit dans la stratégie de croissance de la compagnie, mais également dans la vision des autorités de faire de Lomé un hub aérien de référence dans la sous-région. Ces nouvelles acquisitions permettront à la compagnie d'augmenter ses fréquences et d'ouvrir, dès le 5 août 2026 une ligne directe vers Kano au Nigéria, stimulant ainsi l'intégration économique et la mobilité continentale.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)